

Présentation du livre de Vanina *Où va le féminisme ?* qui a eu lieu au local Camarade, en 2020, à Toulouse, le 28 avril 2021

Deux précisions, d'entrée :

- Je ne suis pas une universitaire, une théoricienne – ni historienne, ni sociologue, ni philosophe. Mon point de vue est militant, et, en tant que militante communiste libertaire, contre le capitalisme et le patriarcat. Depuis quelques décennies, je n'ai pas trop changé là-dessus ; et ce qui m'intéresse, c'est la destruction des rapports hiérarchiques, entre les classes comme entre les sexes.

- Le bouquin que j'ai fait est composé d'une série d'articles parus dans *Courant alternatif* l'an dernier, fin de l'année 2019. Ces articles ont été écrits avant la pandémie, et, surtout, ils sont axés sur la France. Il y avait alors là, comme dans un certain nombre d'autres pays, une montée de mouvements féministes qui portaient surtout sur les questions de l'avortement, des violences faites aux femmes en général (en particulier les féminicides), et également sur les inégalités économiques entre les sexes. En France il y a eu deux mobilisations assez importantes, le 23 novembre 2019 et le 8 mars 2020. De là à dire qu'il y a un mouvement féministe, une vraie dynamique féministe, je ne sais pas trop. A l'heure actuelle, tout est un peu en stand-by... En tout cas, ce que je voulais en écrivant ces textes, c'était surtout pointer les points d'achoppement de la revendication féministe aujourd'hui, ce qui l'empêche d'être pour moi vraiment en rupture avec l'ordre établi.

Où va le féminisme ? est né de la constatation que les questions de genre sont actuellement en France un des thèmes favorisés à la fois des élites (la classe politique, les universitaires, les médias, France culture, France inter, *Le Monde*)... et des militant-e-s de la gauche, de l'extrême gauche, et en particulier des milieux « radicaux » mais des libertaires aussi. Les deux thèmes qui reviennent le plus souvent aujourd'hui dans la société, ce sont le féminisme et l'écologie.

On pourrait penser que c'est une bonne nouvelle, si les questions féministes intéressent à ce point les élites. C'en serait une si elles s'y intéressaient parce qu'elles y sont forcées – parce qu'il y a un rapport de force dans la rue, une dynamique contestataire, qui fait pression. Mais en fait, ce n'est pas vraiment le cas et ce sont beaucoup les courants féministes issus du postmodernisme qui ont le vent en poupe, à savoir surtout les analyses intersectionnelles et la « théorie queer ».

Je voudrais d'abord revenir sur ce qu'était **le féminisme dans les années 70** – parce que les événements qui sont intervenus dans les années 80 ont modifié beaucoup de choses au niveau des luttes et des mobilisations sociales en général. Il est important de rappeler comment on en est arrivé aux théories actuelles, que je qualifie de « postmodernes » (elles sont en tout cas dans la lignée de la pensée postmoderne), pour voir où en est, en gros, le mouvement féministe aujourd'hui.

Pour moi, la pensée postmoderne est venue renforcer la propagande « libérale » (capitaliste) à partir des années 80 – une propagande qui valorise l'individualisme, le consumérisme. On est dans le capitalisme triomphant depuis plusieurs décennies, et les revendications féministes, à l'heure actuelle, conduisent pour l'essentiel à mieux intégrer certaines femmes des classes moyennes et supérieures dans la hiérarchie sociale où dominent les hommes.

Dans les années 70, le mouvement de libération des femmes, le MLF, a fait partie des nombreuses mobilisations qui s'inscrivaient dans l'après-68, la vague de contestation globale de la société. Il y avait les mouvements antimilitariste, antinucléaire, homosexuel... et puis ce mouvement des femmes qui a été très important. Des femmes appartenant à toutes les classes sociales y ont participé pour dénoncer la société patriarcale, donc la domination masculine, en revendiquant en particulier le droit à disposer de leur corps par l'accès à la contraception et à l'avortement : c'est ce qu'on a appelé la révolution sexuelle. Mais dans le mouvement de libération des femmes qu'on a estampillé MLF (et dont, après, une tendance du mouvement féministe s'est approprié le sigle), il y avait aussi énormément d'aspects antiautoritaires ; parce qu'on était dans une décennie où le pouvoir sous toutes ses formes était contesté dans la société. Le MLF a profondément représenté ces années 70, pour moi, en remettant en cause le pouvoir à tous les niveaux de la société, dans la sphère privée comme dans la sphère publique.

Dans le MLF, différents courants existaient et s'opposaient... mais quelques idées étaient couramment admises – et ces idées, qui étaient beaucoup sur la base de ce que Simone de Beauvoir avait développé dans *Le Deuxième Sexe* en 1949, sont pour partie déformées par les courants féministes actuels.

Classiquement, il y avait une **critique du patriarcat** en tant que système qui assoit la domination masculine sur les femmes, dans tous les secteurs de la société, par le biais de différentes institutions (particulièrement la famille et l'école, après on ajoute l'armée...). Les institutions patriarcales imposaient un certain rôle social aux femmes en le leur inculquant dès l'enfance – et cette oppression concernait, et concerne toujours, toutes les femmes, quelle que soit leur classe sociale.

Ensuite, il y avait l'idée que les hommes et les femmes constituent les deux catégories qui composent la société humaine, et que ces catégories se distinguent par leur sexe biologique. C'est à partir de ce sexe biologique que le système patriarcal établit une hiérarchie au profit des hommes et au détriment des femmes ; et c'est à partir de ce sexe biologique que leur est inculqué et imposé un rôle social spécifique, que l'on appelait à l'époque le « sexe social » par opposition au sexe biologique. Un complet conditionnement était exercé, dès la naissance, sur elles, avec l'injonction à avoir des enfants – de la même façon qu'on apprenait aux garçons à être de « vrais hommes », bien virils. La socialisation des garçons et des filles était ainsi très différente.

D'autre part, si les femmes sont assignées à la sphère privée, c'est du fait de ce sexe biologique, de leurs capacités procréatives, que celles-ci soient effectives ou potentielles. Elles assurent non seulement la naissance des enfants, donc la reproduction sociale, mais également l'élevage et les tâches domestiques. Les femmes sont dans la sphère privée et les hommes dans la sphère publique : c'est le schéma classique du patriarcat.

Les femmes constituent la majorité de la population, aujourd'hui comme hier, mais du fait de leur statut inférieur dans la société (parce que ce qui compte avant tout, c'est la sphère publique), elles sont invisibilisées en étant assignées à la sphère privée. Ce qui permet aux hommes de contrôler leur progéniture (de savoir plus facilement qui sont leurs enfants) ; et, de plus, d'assurer la pérennité du système par la transmission des biens, qui s'effectue par le biais de la famille, la propriété privée passant ainsi de génération en génération. On voit l'intérêt que cela représente pour l'ordre établi, à la fois pour le capitalisme et pour le patriarcat.

D'autre part, dans les années 70, les femmes travaillaient déjà massivement à l'extérieur du foyer et composaient une grande partie du salariat. Le **capitalisme** a en effet toujours plus besoin de main-d'œuvre, et donc le salariat féminin dans les usines et les bureaux est devenu indispensable pour lui à un moment donné. Mais, dans le même temps, le rôle attendu des femmes dans la sphère privée n'a pas changé. L'organisation patriarcale, en fait, sert le système d'exploitation économique : c'est grâce à elle que le capitalisme bénéficie d'une main-d'œuvre gratuite. S'il y a une reproduction gratuite de cette main-d'œuvre, c'est parce que le travail des femmes à la maison n'est pas payé.

Il résulte de tout cela une double journée pour la grande majorité des femmes, même s'il y a une participation grandissante de certains hommes aux tâches ménagères, à l'élevage des enfants... Ils s'occupent plus des enfants que ne le faisaient les hommes des générations précédentes, mais les tâches à accomplir dans la sphère privée restent quand même assurées essentiellement par les femmes.

Dans les années 70, beaucoup de femmes en mouvement pensaient qu'il fallait détruire l'ordre capitaliste avec les hommes des classes populaires, du prolétariat ; et elles pensaient également (comme moi) que la libération des femmes passait forcément par la disparition des rôles sociaux hiérarchisés, ce qui impliquait de mener un combat spécifique contre la domination masculine. Il fallait donc mener un combat à la fois contre l'exploitation capitaliste et contre la domination masculine. Pour s'attaquer au patriarcat, il fallait un mouvement non-mixte (« féministe » vient du latin *femina* qui veut dire « femme »). Donc le MLF rassemblait les femmes dans ses « groupes femmes », même si des hommes participaient aux manifestations, souvent sur les côtés ou à l'arrière.

Beaucoup de femmes étaient donc à la fois sur un positionnement anticapitaliste et antipatriarcal, et un slogan résumait assez bien ce double combat : « Pas de révolution

sociale sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans révolution sociale ! »

A l'époque, où la référence et les schémas de la lutte des classes étaient vraiment forts, c'était sur la première partie du slogan qu'on insistait, pour convaincre nos camarades hommes de la nécessité d'une lutte antipatriarcale. On avait en effet affaire à pas mal de communistes très staliniens qui considéraient que la lutte des classes était prioritaire, et qu'elle réglerait magiquement tout ; pour eux, le patriarcat était une histoire de « petites-bourgeoises ». Mais même dans les organisations libertaires ou d'extrême gauche, il y avait des difficultés à faire passer la revendication des femmes : on rencontrait soit de l'indifférence, soit de l'hostilité chez de nombreux hommes. Des camarades pensaient que la lutte contre le patriarcat était secondaire – c'était la lutte contre le capitalisme qui était prioritaire. De ce fait, pas mal de militantes anarchistes ont ainsi été écartelées entre le mouvement des femmes et la lutte des classes « classique » ; mais il y avait des carences dans les deux, à mon avis, et des critiques à faire aux deux. On pourra y revenir..

Dans les différents courants féministes du MLF, il y avait des débats souvent houleux. Les divergences portaient sur différents thèmes :

- La distinction entre le sexe biologique et le sexe social, c'est-à-dire savoir quelle était la part d'inné et la part d'acquis dans le comportement des femmes, dans ce qui faisait une femme, et sa spécificité par rapport aux hommes.

- La non-mixité, qui n'allait pas de soi... Est-ce que c'était un moyen ou une fin ? – et là, c'était souvent des querelles entre les lesbiennes radicales et les hétérosexuelles. Si tu es hétérosexuelle, tu ne vas pas rejeter les hommes comme certaines lesbiennes radicales pouvaient le faire...

- Vers la fin des années 70, il y a eu des débats sur le recours aux tribunaux, en particulier par rapport au viol (recourir aux tribunaux et en faire une tribune pour le mouvement était une idée beaucoup portée par Gisèle Halimi). Il s'agissait de savoir si on devait faire appel à la « justice de classe » pour régler la question des violences masculines et des agressions.

- Il y avait le débat sur la pornographie et l'érotisme. Savoir s'il fallait, au nom de la liberté d'expression, accepter la pornographie ; s'il fallait accepter les œuvres quand elles étaient vraiment artistiques (donc « érotiques » plutôt que « pornographiques »)... Et puis il y avait la question de l'image dégradante donnée des femmes. C'est un débat que l'on retrouve encore aujourd'hui.

Il existait dans le MLF plusieurs courants, mais il y avait en gros deux tendances : les féministes **essentialistes** et les féministes **matérialistes**.

Les féministes essentialistes, c'était en particulier Antoinette Fouque, créatrice des éditions des Femmes. Elles croyaient dans des qualités féminines « naturelles », à savoir que les femmes étaient par nature douces, capables d'empathie... et elles

vantaient ces qualités. Elles pensaient qu'elles pouvaient servir à changer la société – c'est une idée que l'on retrouve dans **l'écoféminisme**.

Et puis il y avait les féministes matérialistes, un courant important pour qui cette fameuse « spécificité » féminine, ces qualités n'étaient en fait qu'une construction sociale résultant d'une éducation et d'un discours idéologique, au service de l'ordre établi. Elles niaient par exemple l'existence d'un « instinct maternel »...

Chez les féministes matérialistes, il y avait deux courants :

- les **féministes radicales**. Ce sont surtout elles que l'on peut entendre aujourd'hui. Elles reprenaient le schéma marxiste de la lutte des classes pour diviser hommes et femmes en « classes de sexe » ;

- les féministes qu'on disait « **lutte de classe** » qui étaient pas mal des militantes de la LCR, ancêtre du NPA, mais aussi des **libertaires**. Elles pensaient (et moi je me situais plutôt dans ce courant-là) que la lutte contre le patriarcat devait se mener de pair avec la lutte contre le capitalisme, pour se battre à la fois contre l'exploitation économique et contre l'oppression féminine. Ce courant considérait que la lutte antipatriarcale était une lutte « transversale » parce qu'elle regroupait les femmes de toutes les origines sociales.

De gros changements sont intervenus dans les **années 80**, et la situation actuelle, concernant le féminisme, en est une conséquence. On constate aujourd'hui que les rôles sociaux hiérarchisés entre les hommes et les femmes existent toujours. Les femmes sont bien davantage qu'il y a cinquante ans présentes dans la vie publique en général, sur le terrain politique ou économique ; en revanche, les rôles sociaux hiérarchisés existent encore.

Plusieurs événements importants qui sont intervenus dans les années 80, en France ou dans le monde entier, ont fait oublier l'idée de révolution et le désir de révolution :

- On a eu, en France, *la fin des Trente Glorieuses*, cette période d'expansion économique, de croissance exceptionnelle entre 1945 et 1975. Après, il y a eu une montée du chômage et de la précarité. Dans les années 70 encore, on pouvait trouver du boulot comme on voulait. Quand on le lâchait, on n'avait pas peur de se retrouver en rade... Mais après, c'est devenu moins évident de lâcher tout pour se lancer à l'aventure – d'autant que le projet de révolution s'éloignait avec la disparition du projet communiste.

- Il y a eu, toujours en France, *l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie* à partir de 1981, avec l'illusion que quelqu'un comme Mitterrand a pu engendrer. Croire que Mitterrand était socialiste était déjà un beau leurre... mais le PS a accompagné les restructurations, les délocalisations dans l'industrie, tout le démantèlement du secteur minier... et cela a entraîné pas mal de désillusions à l'égard de la social-démocratie. Et, toutes les fois qu'elle est revenue au pouvoir, la gauche s'est employée à réduire la revendication antipatriarcale à une revendication antisexiste. L'antisexisme, c'est quelque chose qui corrige les comportements – et là, on est déjà dans le

postmodernisme. Corriger les comportements ne vise pas à détruire un système, mais à l'améliorer. Or, toutes les fois qu'elle a été au pouvoir, la gauche a centré son intervention sur les comportements sexistes et les sujets « sociétaux » (avec le mariage homosexuel, la parité dans les hautes fonctions publiques...). Cette gauche entre guillemets a en fait appuyé les analyses postmodernes (je vais expliquer ce que c'est après), et elle s'est appuyée dessus pour détourner l'attention de la question sociale.

- Le troisième événement dont je parlais, c'est *la disparition du bloc soviétique* dit communiste (entre guillemets aussi, évidemment) en 1991. A partir du moment où il n'y a plus eu le bloc de l'Est, les médias ont déversé une propagande idéologique à tout berzingue, un discours qui proclamait qu'avec la faillite du communisme (toujours entre guillemets) et des idéologies, on était dans le triomphe du libéralisme (entre guillemets également, le terme « capitalisme » a disparu à l'époque mais est revenu ensuite). On nous disait que la classe ouvrière avait disparu, que la société n'était plus qu'une immense classe moyenne ; et que si on n'était pas dans la classe moyenne, il fallait chercher à l'intégrer – et surtout pas penser que la révolution était possible.

- Enfin il y a eu *la pandémie du sida*, et avec elle un retour à l'ordre moral très fort à partir de là. Des idées comme la libération sexuelle, ou une éducation antiautoritaire, toutes ces choses qui avaient surgi en 68 ou les années suivantes ont été critiquées – jusqu'à Sarkozy, si vous vous rappelez, avec sa « permissivité de l'éducation soixante-huitarde ». Après, il y a eu les campagnes contre la pédophilie qui ont permis de réduire le plus possible la liberté sexuelle en général.

Tous ces événements ont eu diverses conséquences.

D'abord les institutions patriarcales (comme l'école ou la famille), qui avaient été pas mal secouées par Mai 68 et les mouvements sociaux des années 70, ont rapidement retrouvé leur position hégémonique. Aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de critiques de la famille : elle est vécue comme un lieu de solidarité (ce qu'elle est aussi en partie). Quant à l'école, on a vu avec le confinement lié à la pandémie jusqu'à des camarades libertaires la défendre. L'école à la maison accentue les inégalités sociales, c'est sûr, mais l'école dans les établissements n'est quand même pas totalement géniale.

Et puis, à partir des années 80, il y a eu un nouveau courant de pensée très important qu'on a appelé le **postmodernisme** (ou poststructuralisme en philosophie). Ce courant a été développé à la suite de Michel Foucault (qui avait produit pas mal d'analyses sur les questions du *pouvoir*, dans les années 70), de Jacques Derrida, et aussi de Guattari, Deleuze... Le postmodernisme a développé une critique du totalitarisme, en s'attaquant surtout au marxisme du fait qu'il avait débouché sur le stalinisme ; et il a élargi cette critique du marxisme (en tant que système global de pensée, de réflexion sur l'évolution des sociétés) à ce qui a été appelé les *grands récits*, c'est-à-dire tout système de pensée qui pourrait amener à un changement... puisque le « libéralisme » avait triomphé du « communisme » et était donc le « stade

ultime de l'Histoire ». Les penseurs postmodernes se sont ainsi opposé-e-s à toute vision globale de l'histoire et à toute analyse générale, au prétexte que ça conduirait fatalement à un nouveau totalitarisme.

D'autre part, le postmodernisme est un mouvement qui accorde une grande importance à tout ce qui est *construit* (par rapport à l'inné), et donc au rapport au *langage* comme façon d'interpréter la réalité. Il insiste aussi sur *l'individu* aux dépens du collectif, et il considère que le monde est trop complexe pour être changé. Là on tombe dans quelque chose qui va très bien avec le « libéralisme », l'idéologie capitaliste des années 80 et suivantes. On serait dans un monde où les rapports économiques sont devenus tellement complexes qu'on ne peut plus rien changer ; la réalité est plurielle, fragmentée, et de plus elle se confond avec les *interprétations* qu'on en fait. C'est donc le langage qui, par sa dimension *performative*, peut donner une certaine image de la réalité et l'expliquer...

Avec sa valorisation de l'individu, le postmodernisme a largement contribué à dévaloriser tout ce qui relevait du collectif, du discours de classe et de la solidarité. Il a opposé l'individualisme à l'universalisme.

C'est vrai que l'universalisme est critiquable parce qu'à partir des droits de l'homme (avec un grand H abstrait), on a imposé partout dans le monde des normes qui étaient favorables à l'impérialisme occidental. L'universalisme a présenté le colonialisme ou le patriarcat comme légitimes et bénéfiques, à la fois pour les peuples de couleur qu'on est allé coloniser et pour les femmes... Mais il ne faut pas oublier que de nombreux mouvements (féministes, antiesclavagistes, pacifistes...) ont émergé dans le sillage de l'universalisme. Il ne faut donc pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Ensuite, l'institution universitaire (qui avait été fortement critiquée en 68) a retrouvé une seconde jeunesse et beaucoup de poids dans la société. Et elle a produit et continue de produire le « nouveau féminisme » dérivé du postmodernisme, et qui arrive très largement des États-Unis. De ce fait, ce que le MLF appelait le « sexe social » a été remplacé à cette époque par le *genre*, pour se conformer au *gender* anglo-saxon.

Plusieurs analyses ont surgi à peu près en même temps : la « **théorie queer** », les **analyses sur l'intersectionnalité** et tout ce qui relève des **politiques de l'identité**. Pour moi, elles se rattachent au postmodernisme par plusieurs aspects : par l'importance qu'elles donnent à *l'individu*, au *langage*, à ce qui est construit en général – donc au détriment du collectif et de l'inné. On verra qu'avec la négation du sexe biologique ces théories ont beaucoup contribué à reléguer les concepts de classe et d'exploitation capitaliste derrière une quantité d'autres oppressions à déconstruire individuellement dans la société existante (voire à noyer ces concepts dedans).

Depuis le début du XXI^e siècle pour la France (et la fin du XX^e pour les États-Unis), les milieux universitaires sont la nouvelle avant-garde intellectuelle, et tellement d'avant-garde que leurs analyses ont été peu à peu adoptées jusque dans les milieux

militants dits révolutionnaires – pas seulement par une bonne part de la gauche ou des écologistes, également par une bonne part de l'extrême gauche et des radicaux, et même des libertaires. Et cela contribue à fragmenter les luttes ; il y a de plus en plus de pratiques individuelles qui sont déconnectées des conflits de classes, et qui privilégient l'émotion, le *ressenti* sur l'analyse rationnelle. Et tout ce que représentent les classes sociales, leurs intérêts économiques... c'est délaissé au profit des oppressions particulières des « minorités » – parmi lesquelles sont rangées les femmes alors qu'elles constituent toujours la majorité de la population.

De ce fait, pour moi, à l'heure actuelle, c'est plutôt sur la seconde partie du slogan dont je parlais tout à l'heure qu'il faut insister, à savoir qu'il n'y aura pas de libération des femmes sans révolution sociale, parce que l'oppression patriarcale ne disparaîtra pas sans qu'il y ait une destruction du capitalisme. Et parce que, sans un positionnement anticapitaliste, le féminisme est forcément réformiste.

Aujourd'hui, les revendications de certaines catégories de femmes peuvent très bien être acceptées par les classes supérieures de la société. On voit une recherche d'intégration qui émane en priorité des femmes des classes moyennes et supérieures et qui se traduit en général par une demande adressée à l'État. Il lui est surtout demandé de supprimer les inégalités salariales entre hommes et femmes et de réprimer davantage les violences masculines faites aux femmes. On voit aussi que les tenants du capitalisme, du système en place, intègrent certaines femmes dans les hautes instances économiques et politiques.

Pour revenir aux **théories féministes actuelles**, je parlerai surtout des analyses intersectionnelles et de la « théorie queer » – un peu de l'écoféminisme aussi, mais je trouve que la critique à en faire est moins importante politiquement.

Le concept d'**intersectionnalité** est apparu aux États-Unis sous la plume d'une juriste afro-américaine féministe qui s'appelle Kimberlé Williams Crenshaw. Elle l'a employé en 1989 dans un article pour parler des discriminations de genre et de race qui visaient des Noires américaines.

Cet article n'a été traduit en français qu'en 2005 – de même que la « théorie queer », les analyses intersectionnelles ne se sont diffusées en France qu'à partir des années 2000.

L'étude de l'intersectionnalité, c'est l'étude des liens qui se nouent entre les différentes formes de domination et de discrimination. Dans ces analyses, on considère que les catégories sociales sont des constructions arbitraires de l'Histoire et du langage – on est donc dans une vision postmoderne.

L'idée d'intersectionnalité n'est pas critiquable en soi : il est évident qu'une même personne peut être soumise, et est souvent soumise à plusieurs dominations et qu'elle subit plusieurs discriminations. Si on parle très trivialement, on va dire que, dans cette société, il vaut mieux être un homme, blanc, riche et bien portant qu'une femme

noire, pauvre et invalide, y a pas photo... Et les féministes noires qui, à la fin des années 70, ont pointé aux États-Unis les intérêts et les préoccupations de la classe bourgeoise que défendaient les féministes blanches appartenant à cette classe ne s'y sont pas trompées.

Mais quand on est militant-e révolutionnaire en France, on n'a pas attendu les analyses intersectionnelles pour savoir qu'il faut se battre sur différents terrains en même temps, qu'ils soient anticapitaliste, antipatriarcal, antiraciste ou anticolonial. Et, aux États-Unis, Emma Goldman disait par exemple aussi ce genre de choses... C'est toujours vrai ; et, de la même façon, on sait que l'exploitation de classe s'exerce encore plus fortement quand elle est accompagnée d'autres oppressions, en particulier le colonialisme et le patriarcat. Ce n'est pas un hasard si les femmes qui ont les pires conditions de travail et d'existence sont celles qui sont d'origine immigrée. Ce n'est donc pas l'idée d'intersectionnalité en elle-même qui est problématique, pour moi, mais plutôt l'usage qui en est fait par l'Université, et aussi par certains milieux militants, dans le contexte d'un capitalisme triomphant. Parce que, dans un tel contexte, cet usage a des répercussions négatives sur les luttes sociales. La multiplication des identités politiques que les analyses intersectionnelles ont promue a en effet débouché sur une atomisation de la contestation et sur des pratiques militantes qui sont loin d'être révolutionnaires.

Dans la pratique, on assiste à l'heure actuelle à une réduction du système d'oppression à des rapports individuels. De ce fait, la critique de l'organisation sociale existante se réduit à la critique des normes sociales ; et la notion d'oppression est remplacée par un concept, celui de *privilèges*. Les privilèges, ce sont des symptômes individualisés d'un système en fonction du genre, de la race, de l'âge, du niveau d'étude, de la validité, de la classe... et ils sont considérés comme équivalents. Et tout cela conduit à dépolitiser les luttes contre l'exploitation capitaliste et contre la domination masculine. Par exemple, un privilège *validiste* (qui fait référence à quelqu'un de valide, donc) est mis au même niveau qu'un privilège *classiste*, alors qu'une personne valide n'exploite pas une personne invalide de la même façon qu'un bourgeois exploite un prolétaire, et encore moins de la même façon que le système capitaliste exploite le prolétariat – on n'est pas au même niveau. Il y a donc un oubli de la lutte des classes, ou en tout cas une minoration de cette lutte et, en général, ça se passe au profit de la « race » et du *genre*. De plus, non seulement les femmes se trouvent reléguées au rang d'une minorité mais, dans le combat contre les discriminations, le genre se trouve souvent après la « race » et avant la classe. Il y a là une espèce de hiérarchie établie selon les centres d'intérêt des personnes – mais, dans le même temps, on nous dit qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les discriminations...

D'autre part, comme l'objectif est de changer les personnes une à une, et plus les structures sociales, au lieu de s'attaquer à des processus sociaux globaux, on vise une *déconstruction* individuelle, ou alors la constitution d'*espaces safe, secure*, où aucune

oppression ne s'exercerait.

De plus, il y a, dans ces analyses intersectionnelles (comme dans la « théorie queer »), un langage très universitaire et pas des plus compréhensible. Les termes ont beaucoup d'importance, et le langage sert aussi à établir des rapports de force entre les personnes, par la connaissance des « bons mots ».

Il y a une séparation en deux groupes, qui sont les dominant-es et les dominé-es, et, de ce fait, on en arrive à une course aux discriminations ou aux oppressions, parce que la personne qui est la plus opprimée (ou qui se revendique comme telle) sera, mécaniquement, celle qui aura le plus de pouvoir dans certains groupes. Et on en arrive à des amalgames du type : les femmes blanches sont l'instrument de la domination même si ce sont des ouvrières, ou même si ce sont des lesbiennes ; ou les féministes blanches sont des bourgeoises, et vice versa, alors qu'en fait toutes les Blanches ne sont pas des bourgeoises et toutes les bourgeoises ne sont pas blanches. Et puis il y a tout le discours sur les victimes : elles sont proclamées infaillibles, et leur parole ne peut pas être mise en doute. C'est une façon de clouer le bec à qui n'est pas une « victime »...

De tout cela découle une forte moralisation du champ politique, sur la base d'une culpabilisation des personnes pour telle ou telle domination. Toujours avec le même le jargon, il y a les dominant-es politisé-es qui sont de « bon-ne-s allié-e-s ». La seule attitude autorisée pour ces personnes est de se taire et de suivre la ligne politique qui est dictée par les « premiers concernés ». Cette façon d'imposer son « ressenti » – plutôt que de convaincre sur un mode rationnel et politique avec des arguments – réduit au silence les personnes qui ne sont pas d'accord avec ce type de fonctionnement, de raisonnement. Et on voit de terribles crises éclater dans les milieux militants (je pense qu'à Toulouse vous connaissez ça comme ailleurs) : on tombe facilement dans l'insulte, l'anathème, et il y a des comportements violents pour interdire aux personnes qui ne partagent pas les analyses dominantes, à la mode, de s'exprimer.

Dernier point là-dessus : cette perte de toute vision d'ensemble et l'importance qui est donnée à la *déconstruction* individuelle nuisent à l'action militante sur le plan social. D'une part, les références historiques et théoriques que représentait le monde ouvrier auparavant, et la nécessité de l'anticapitalisme, sont mises au second plan, ou oubliées. Avec des conséquences. Deux exemples :

- le regard qu'ont porté l'extrême gauche ou nombre de libertaires sur la révolte des banlieues en 2005. Ils/elles l'ont vue comme quelque chose qui était déjà étranger à leur univers et qui l'est plus encore aujourd'hui ;
- ces mêmes milieux ont déconsidéré le mouvement des gilets jaunes, au moins dans un premier temps.

Il y a ainsi un éloignement des questions sociales, et du monde des classes populaires, qui est visible dans les milieux militants dits révolutionnaires. Parce que les classes

populaires ont été progressivement écartées de leurs préoccupations sociales au profit des « minorités sexuelles, de genre ou de « race ». En fait, on est passé des luttes contre la hiérarchie sociale et contre la domination en général, qui étaient les luttes de l'après-68, à une *valorisation du moi*, de l'individu et à une problématique de l'identité qui est tournée vers une recherche obstinée de la différence – et cela n'est pas vraiment propice à gagner des luttes sociales globales.

La « **théorie queer** » est apparue, au début des années 90, à l'Université aux États-Unis, dans le prolongement de ce qu'on a appelé la « French theory », avec les penseurs français dont je parlais tout à l'heure (Foucault, Deleuze, Guattari, etc.). Il y a eu une espèce de va-et-vient entre la France et les États-Unis, en fait, car la « French theory », après avoir eu de l'influence aux États-Unis, s'est diffusée en France par le biais de la « théorie queer ».

Ce « queer universitaire » est particulièrement difficile à définir, parce qu'il est assez flou et qu'il utilise un jargon assez hermétique. Il s'est d'abord intéressé au *pouvoir* et à toutes les *déviances sexuelles*, à la *sexualité* en général, à la *prostitution* et à la *déconstruction*. Et, à la suite de Judith Butler, il a apporté une conception nouvelle du genre, et même du sexe.

Judith Butler a écrit un livre, *Trouble dans le genre*, qui est sorti en 1990 aux États-Unis (mais qui a été traduit en français seulement en 2005) et qui est devenu une référence pour ce « queer universitaire ». Pour moi, son analyse part d'une mauvaise interprétation de la formule très célèbre utilisée par Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe*, à savoir : « On ne naît pas femme, on le devient ». Simone de Beauvoir n'a pas du tout voulu dire par là que le sexe biologique n'existait pas ; elle définissait au contraire une femme à partir du sexe biologique, et c'était le *sexe social* (qui est donc maintenant appelé *genre*) qu'elle souhaitait voir disparaître – comme les femmes dans le mouvement du MLF. Mais avec l'affirmation très postmoderne que *tout est construit*, cette formule « On ne naît pas femme, on le devient » sert aujourd'hui à dire que le sexe biologique n'existe pas. Et on nous dit non seulement que le genre comme norme sociale ne se construit pas à partir du sexe biologique, mais plus encore que « le genre précède le sexe ». Là, on est vraiment dans du grand n'importe-quoi...

Il y a une vidéo que je vous recommande de regarder sur internet, et qui s'appelle justement : *Le genre précède le sexe*. Elle a été mise en ligne le 2 février 2019, et Christine Delphy y est interviewée par Sylvie Tissot. Christine Delphy explique dans cette vidéo que la séparation entre hommes et femmes s'est faite, et se fait toujours, sur la base, je la cite, « de sexes de formes différentes, et pas sur la base de sexes différents ». Elle ajoute qu'on aurait tout aussi bien pu choisir comme critères des formes différentes des yeux ou du nez... Alors ça veut dire que l'assignation des femmes à la sphère privée est le fruit du hasard ?! En disant cela, Christine Delphy –

qui est, je le rappelle, une des figures historiques du féminisme radical des années 70, mais en même temps une chercheuse qui s'est assez vite inscrite dans le sillage de Judith Butler –, donc Christine Delphy fait, en disant cela, le grand écart entre les féministes radicales et les queers, qui sont actuellement opposé-e-s. Elle nie le fait que la domination masculine, le système patriarcal reposent sur la procréation – qui est assurée par les femmes. Dans cette vidéo qui dure 1 heure 20, elle n'en parle pas une seule fois, c'est quand même assez étonnant...

Selon le « queer » produit par l'Université, le découpage entre les sexes, à savoir en deux catégories hommes et femmes, ne correspond pas à la diversité humaine, parce qu'il existe des personnes *intersexes* (une exception biologique) et que ces personnes intersexes n'entrent ni dans l'une ni dans l'autre catégorie. Et, de la même façon, cette théorie s'appuie sur l'existence de toutes les personnes qui refusent leur assignation à un rôle social ou à des statuts stéréotypés (les homos, les lesbiennes, les bi, les trans) pour dire que le genre est un simple rôle que l'on peut adopter librement et subvertir. Ainsi, si un homme « ressent » qu'il est une femme, il peut librement adopter ce genre : il est une femme.

Ce type d'analyse a deux *conséquences* assez fâcheuses sur la lutte des femmes :

- si on peut choisir librement son genre, il n'y a plus d'oppression spécifique des femmes ni de raison de lutter contre ;
- et la base même sur laquelle peut exister un mouvement féministe est supprimée puisque la domination masculine, cette hiérarchie entre les sexes qui s'établit à partir des rôles sociaux, n'est plus valide.

La définition des femmes à partir d'un ressenti n'est pas un concept révolutionnaire comme on voudrait nous le faire croire. Mais ce que l'on constate malheureusement, c'est qu'elle est de plus en plus prégnante aujourd'hui dans les milieux militants, et qu'on la retrouve dans la bouche d'élus-e-s et de journalistes (sur France Culture évidemment bien plus que sur Radio Monte-Carlo).

De nombreuses polémiques se sont développées ces dernières années entre féministes radicales et queers, dans les pays anglo-saxons d'abord, mais à l'heure actuelle en France aussi. On l'a vu récemment (en février) avec les collages contre les féminicides créés par Marguerite Stern à Paris. Ces polémiques sont souvent très violentes. Elles se passent beaucoup sur les réseaux sociaux, et un certain nombre de femmes (souvent féministes radicales) s'y font insulter, menacer de mort pour leur « transphobie » par des militants queers ou transactivistes...

A propos des trans et de leur place dans le mouvement féministe :

Dans les années 70, il y avait (en général dans certains milieux militants) des hommes qui remettaient en cause personnellement, dans leur quotidien, le rôle social qui leur avait été inculqué. Ils étaient solidaires du combat des femmes, mais ils ne prétendaient pas pour autant faire partie du MLF car ils étaient conscients qu'ils ne

pouvaient pas, de par leur vécu d'hommes, partager le vécu des femmes. C'était à elles de mener ce combat-là (« Ne me libère pas, je m'en charge », disait un slogan du MLF. Et, parmi les hommes à l'époque, il y en avait aussi un certain nombre qui intervenaient sur leur apparence physique et qui soit étaient désignés, soit se désignaient eux-mêmes comme des travestis ou comme des transsexuels (les femmes étaient comparativement peu à se travestir ou à faire appel à la chirurgie ou à la médecine pour changer leur apparence).

Les *travestis* se donnaient l'image de la féminité (mais souvent outrée) – celle qu'on attendait et qu'on attend toujours des femmes, les trucs habituels avec les talons aiguilles, le maquillage, une certaine attitude aguicheuse. On pourrait dire que les personnes appelées *transgenres* aujourd'hui sont les *travestis* d'hier, puisqu'elles se contentent de modifier leur apparence vestimentaire ; **mais elles s'en distinguent en fait sur plusieurs plans. D'abord, les transgenres le deviennent souvent à partir de la diffusion vulgarisée de la « théorie queer ». Ensuite, s'ils et elles peuvent aussi être en butte à des discriminations dans leur vie quotidienne, le regard de la société sur eux a changé : dans pas mal de pays, une bonne partie de la population les voit de façon bienveillante et des lois les protègent plus ou moins. Enfin, alors que les travesti-e-s étaient essentiellement des hommes, les transgenres sont de plus en plus des jeunes filles et même des enfants...**

Il y avait également, dans le mouvement homosexuel, les « *folles* », qui s'appelaient elles-mêmes comme telles et qui se donnaient une allure féminine caricaturale. Et enfin il y avait les *transsexuels*, qui étaient très peu nombreux – comme à l'heure actuelle : ils sont paraît-il environ 10 % de l'ensemble de la communauté *LGBTQI+*, donc beaucoup moins que les transgenres. Les transsexuels sont des hommes qui entreprennent de modifier leur corps par des interventions chirurgicales (augmentation mammaire, traitements hormonaux féminisants, etc.).

L'image de la féminité que donnaient les travestis ou les « *folles* » mettait un peu mal à l'aise nombre de féministes, parce qu'elles-mêmes refusaient d'y correspondre. C'était quelque chose qu'on ne voulait pas (se maquiller, mettre des vêtements sexy qui nous empêchaient de nous mouvoir, etc.), on refusait individuellement et collectivement de se conformer aux normes de la beauté avec un grand B. On ne voulait pas être un objet sexuel, et tout cela faisait partie de la panoplie de l'objet sexuel. Mais cette image nous faisait aussi sourire et n'était pas forcément vécue comme totalement négative, parce que les hommes qui l'adoptaient rejetaient à travers elle le rôle social masculin (on voyait alors aussi, dans des réunions, des hommes tricoter...). Chez les féministes à l'époque, on considérait donc la démarche de certains hommes comme allant dans le sens d'un rejet des rôles sociaux imposés par le patriarcat aux hommes et aux femmes.

Aujourd'hui, les choses ne sont plus définies ainsi. On nous dit de plus en plus qu'il y a des *femmes cis* et des *femmes trans*. Dire qu'une femme est cis, souvent, c'est assez

péjoratif : ça signifie que son genre est « en conformité » avec son sexe de naissance. Mais on désigne aussi par là les femmes/féministes qui n'acceptent pas cette définition selon laquelle la catégorie femmes comprend les femmes cis et les femmes trans. Les femmes qui refusent une telle définition se font facilement traiter de *transphobes* et de *TERF* (*trans-exclusionary radical feminist*), c'est-à-dire de *féministes radicales excluant les trans*, même si beaucoup ne sont pas féministes radicales.

Ce qu'on appelle le *féminisme inclusif* implique à l'heure actuelle d'accepter la nouvelle définition d'une femme ; d'accueillir dans les mouvements féministes les hommes qui « transitionnent » femmes ; et, pour ne pas être « excluante », de ne plus y aborder certaines questions touchant la sexualité des femmes (contraception, avortement, procréation, menstruations...) parce qu'elles ne concernent pas ces trans ; de dire « personne enceinte » plutôt que « femme enceinte »... Enfin, on désigne de plus en plus les transgenres et les transsexuel-le-s par le seul terme « trans », qui entretient un flou sur toutes ces questions.

De tels modes de pensée et procédés réduisent assez fortement le champ politique et social concernant les femmes, et leur place dans leurs propres luttes.

De plus, une femme, ce n'est pas juste du maquillage et de l'habillement – là, on est seulement dans l'apparence de la féminité. Et l'assignation des femmes à la sphère privée, aux tâches domestiques, ne fait pas partie du vécu des hommes qui « transitionnent » femmes, alors ces sujets-là aussi sont à éviter désormais ? Enfin, quand on regarde ce que revendique la grande majorité des trans, c'est plutôt de choisir librement leur sexe, par une intervention chirurgicale pour les transsexuels, ou par un changement d'état civil. Le choix du « neutre » entre les catégories femmes et hommes est assez rare : il y a en général le désir de se positionner soit comme homme, soit comme femme.

Une dernière remarque à propos du slogan « Les TERF au bûcher » : je le trouve assez costaud comme violence contre les femmes, car dire ou écrire qu'on va envoyer des femmes au bûcher n'est pas franchement de l'humour – et de même pour les « blagues » sur les femmes cis qui ne seraient pas capables de jouir... Tout cela m'évoque assez fortement les beaufs et les machos d'une autre époque – enfin, ils existent toujours, mais on ne voyait pas applaudir aux « blagues » de ce genre dans les milieux militants, avant...

Pour terminer, je dirai trois mots sur **l'écoféminisme**.

La première fois que ce terme a été employé, c'était en 1974 et par Françoise d'Eaubonne. Ce courant du féminisme est actuellement assez en vogue. En France, l'idée d'écoféminisme a moins pris que dans les pays anglo-saxons, enfin moins vite, sans doute parce qu'il y avait une prégnance des idées matérialistes dans les milieux militants. Mais cela va peut-être changer car on en parle beaucoup dans certains

médias (Reporterre, France Culture, *Libération*...).

A l'origine de l'écoféminisme, il y a pas mal d'universitaires philosophes (par exemple les théoriciennes Carolyn Merchant ou Karen J. Warren). Le mouvement est né dans les années 80 dans les pays anglo-saxons, et il a regroupé des féministes, des pacifistes, des écolos... Il partait des mouvements contre la guerre entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, de la course aux armements nucléaires entre les États-Unis et l'URSS.

L'écoféminisme articule le droit des femmes et la préservation de la nature. Les femmes sont associées à la nature, à la Terre ; et, en opposition, les hommes sont associés à la culture, au progrès, à l'universalisme et critiqués pour ça. On en revient ainsi à une espèce de naturalisation des femmes, un essentialisme qui veut nous faire croire que les femmes pourraient sauver la planète du fait de leurs « qualités » intrinsèques : l'attention aux autres, l'empathie... Ces qualités sont requises dans tous les métiers du soin, le *care*, qui sont dévolus aux femmes, comme s'occuper du ménage ou des enfants à la maison.

Il y a sûrement des idées intéressantes dans l'écoféminisme, mais aussi des choses un peu folkloriques et délirantes – les histoires de sorcières, la « grande prêtresse » Starhawk, cette Américaine qui écrit beaucoup de textes « néopaganistes », les guérisseuses... On y trouve l'opposition, le dualisme, entre femme/homme, passif/actif, émotion/raison, privé/public, objet/sujet, ou l'idée que le capitalisme est une affaire d'hommes. Et puis, souvent, il y a une idéalisation des sociétés précapitalistes, prémodernes, et un rejet de la civilisation, du progrès...

Parmi les sujets qui fâchent à l'heure actuelle chez les féministes, il y a la *prostitution*, le *voile*, la *féminisation des mots*... On pourrait penser trouver là les postmodernes contre les universalistes, mais en fait c'est plus compliqué, car des féministes vont s'entendre sur tel ou tel sujet et pas sur tel ou tel autre. Et il y a surtout le « débat » sur la définition d'une femme et sur la place des trans dans le mouvement féministe.

Pour moi, le clivage dans le féminisme se situe beaucoup entre *réformistes* et *révolutionnaires* : est-ce qu'on veut juste se faire une place dans la société existante, en adressant une demande d'intervention à l'Etat pour qu'il supprime les inégalités entre hommes et femmes ou qu'il réprime les violences faites aux femmes, ou est-ce qu'on veut vraiment changer de société ?

Je pense que la lutte réformiste, que ce soit sur le terrain du patriarcat ou sur celui du capitalisme, ne peut suffire parce que ni le capitalisme ni le patriarcat ne sont aménageables.

Les féministes libérales ou progressistes, celles qui veulent des réformes et qui appartiennent ou qui accèdent aux classes moyennes et supérieures, elles peuvent très bien vivre comme les hommes de ces mêmes classes moyennes et supérieures dans la société existante. A partir du moment où elles ont une indépendance économique,

elles peuvent parfaitement payer d'autres femmes (et même des hommes) pour assurer les tâches ménagères, s'occuper de leurs enfants ; elles ont la capacité d'être vraiment autonomes. Et on voit que petit à petit elles entrent dans les hautes sphères politiques et économiques en valorisant leur *empowerment*.

Les inégalités salariales entre hommes et femmes peuvent disparaître. Par contre, l'existence des classes sociales, d'une hiérarchie des salaires ne peut disparaître dans la société actuelle. Et, de la même façon, les milieux « radicaux » peuvent toujours se préoccuper des diverses oppressions individuelles, mais ce n'est pas en mettant en place des espaces *safe* et des *codes de conduite* politiquement corrects qu'on va arriver à changer le rapport entre les hommes et les femmes, parce que cela ne dérange pas du tout le système. Les « identités particulières » sont créatrices de nouveaux marchés, de modes de consommation – c'est bien, pour le système, il n'y a pas de problème.

C'est pourquoi, pour moi, il faut remettre en avant le critère de classe, reprendre des analyses globales sur les sociétés et reparler de révolution, multiplier les mobilisations qui viennent d'en bas et qui s'attaquent à la hiérarchie sociale et à notre ennemi, qui est toujours le système capitaliste et patriarcal. On n'est pas simplement contre les politiques néolibérales ou les comportements sexistes qu'elles produisent et alimentent. Pour en finir avec les rôles sociaux imposés, avec la norme hétérosexuelle, les féminicides ou l'homophobie, il faut toujours chercher à développer des luttes visant à détruire le système dominant, pas à l'aménager.